



Jérusalem 2005.

Chères lectrices, chers lecteurs,

ב"ה

Nous vivons à l'époque des commémorations et des cérémonies pompeuses: 60 ans de la libération d'Auschwitz, 60 ans de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, inauguration d'une nouvelle aile de Yad Vachem, etc. Ces manifestations constituent d'excellentes occasions pour les leaders politiques de faire un petit mea-culpa du bout des lèvres, tout en continuant à mener une politique pro-arabe et à combattre l'antisémitisme avec mollesse. Mais peut-on faire acte de mémoire en passant les réalités de l'Histoire sous silence ?

A aucune des cérémonies du souvenir, la collaboration du monde arabe avec les nazis n'a été mentionnée, car il n'est pas «politiquement correct» d'évoquer l'amitié de ces régimes et du Grand Mufti de Jérusalem avec Hitler. Ce genre de rappel est particulièrement mal venu au moment où un nouveau «messie» s'élève au Moyen-Orient: Mahmoud Abbas. Tout est fait pour nous faire croire qu'un nouvel espoir est né, bref, que le temps est venu pour Israël de faire des concessions non pas douloureuses... mais suicidaires.

A cet égard, il est intéressant de rappeler certains termes du communiqué officiel de la Déclaration du Caire cosignée par 13 organisations terroristes «palestiniennes» sous l'égide de M. Abbas fin mars 2005: «... *droit des palestiniens à la résistance pour mettre un terme à l'occupation, établissement d'un État palestinien avec Jérusalem pour capitale, retour de tous les réfugiés et récupération de leurs terres et de leurs maisons. Rappel que la construction de la barrière de séparation, d'agglomérations israéliennes en Cisjordanie et la judéisation de Jérusalem (!) constituent des éléments explosifs à même de relancer le conflit armé à chaque instant.*» Suit une offre magnanime: «*acceptation d'une période de calme temporaire en contrepartie d'un engagement irrévocable d'Israël d'abandonner toute forme d'agression et de relâcher tous les prisonniers.*»

Le ton est donné: pas de paix, pas de cessez-le-feu! Tout ce que propose M. Abbas à Israël est d'entamer une nouvelle période de «houdnah» - de calme -, répondant ainsi au souhait du Hamas et du Jihad Islamique d'avoir un répit pour pouvoir fourbir leurs armes. Il faut bien comprendre que la houdnah donne la pleine légitimité à la «lutte armée contre l'occupant», euphémisme autorisant l'assassinat et la mutilation de Juifs tout en maintenant ouverts les canaux politiques de négociation. La houdnah proposée est assortie de deux conditions fondamentales: *la réciprocité et l'acceptation par Israël de la longue liste d'exigences de l'OLP.* La «réciprocité» constitue une tentative de M. Abbas de mettre la défense d'Israël et le terrorisme arabe sur un même plan.

Cette évolution n'a pas besoin d'être noircie pour inquiéter. Les résultats du sommet de Sharm El Sheik ont provoqué un lâche soulagement dans la majorité de l'opinion internationale: «tout plutôt que la violence, même un médiocre arrangement, même une soumission d'Israël à des contraintes périlleuses pour sa sécurité et pourquoi pas, avec le temps, une mauvaise paix?». M. Abbas poursuit deux buts très clairs: sur le plan intérieur, il souhaite avant tout rétablir la confiance en l'Autorité palestinienne et renforcer son pouvoir. Face à Israël, il tente une série de manœuvres très dangereuses pour l'État juif. Il veut démontrer à G. Bush que sous sa direction, l'OLP remplit toutes les premières conditions de la Feuille de

route en mettant en place une série de réformes politiques et sécuritaires, ce qui signifie qu'il combat activement toute forme de terrorisme. Or depuis le sommet de Sharm El Sheik, les forces de l'OLP n'ont confisqué aucune arme ni arrêté aucun terroriste, alors que des roquettes et des fusées Kassam continuent de tomber régulièrement sur Israël.

Cette tactique a pour objectif de changer la perception de la nature du conflit en faisant oublier le terrorisme arabe pour mettre l'accent sur «l'occupation illégale par Israël». La stratégie de M. Abbas vise à mener les USA et les Européens à faire pression sur Israël afin d'obtenir un retrait aussi large que possible de la Cisjordanie et l'établissement rapide d'un État palestinien. Si l'heureuse disparition du terroriste antisémite Arafat offre éventuellement quelques perspectives de répit à Israël, elle implique surtout un grand nombre de risques. Les points positifs se résument ainsi: possible réorganisation de l'Autorité palestinienne sous l'égide d'un leadership un peu plus stable; vague chance de relancer des négociations; actuelle réduction significative des actes de terrorisme. Et les risques les plus importants sont: l'Autorité palestinienne ne rejette pas le principe de la lutte armée, mais tente de lui donner un caractère légitime dans l'opinion publique internationale; tout en dialoguant avec les 13 autres organisations terroristes arabes, M. Abbas maintient une menace terroriste permanente et active contre Israël; la houdnah risque de constituer un piège politique pour Israël, car elle limite sa liberté d'action contre le terrorisme, surtout à titre préventif; si la terreur arabe devait reprendre, Israël serait soumis à des pressions internationales afin de «faire preuve de retenue». Rappelons que rien n'est entrepris dans les territoires sous contrôle de l'OLP pour mettre un terme à l'incitation à la haine et à l'antisémitisme. Dans les textes scolaires de l'Autorité, on enseigne la haine des Juifs et l'admiration de ceux qui les assassinent et les discours appelant aux meurtres de Juifs n'ont pas été bannis des mosquées, ni à Ramallah, ni à Gaza !

Dans ces conditions, comment Israël peut-il transformer son authentique souhait de paix en une réalité sur le terrain? Seule la fermeté s'avérera payante. Politiquement, Israël maintiendra son droit à combattre la terreur arabe en toutes circonstances. De plus, Mahmoud Abbas sera rendu responsable de tous les actes de terrorisme émanant des territoires qu'il contrôle, surtout s'il intègre le Hamas et les autres organisations terroristes sous son toit. La construction de la barrière de sécurité se poursuivra à grands pas, car il vaut mieux qu'un enfant arabe soit en retard à l'école plutôt qu'un enfant juif n'y arrive jamais parce qu'il a explosé dans un bus. Finalement, le renforcement du peuplement massif de la Judée-Samarie et du Golan est impératif, ne serait-ce que sur le plan stratégique.

Parallèlement, Israël se prépare à liquider les villages juifs de Gaza et quatre du nord de la Samarie. Malgré l'aspect scandaleux de cette idée, il est difficile de croire qu'Ariel Sharon dilapide des valeurs éternelles relatives aux droits des Juifs pour quelques considérations sécuritaires ou qu'il les galvande sur un coup de tête. Au cours de nos nombreuses rencontres, il m'a toujours dit: «Avant toute chose, je suis un Juif et la protection de nos droits et le bien-être de notre peuple constituent ma priorité».

En cette période de Pessah, nous sommes confrontés à de nombreuses interrogations: l'assimilation, l'antisémitisme et le désintéressement de la jeunesse à la vie communautaire ainsi qu'à Israël. Mais nous avons le privilège de vivre à une époque où nous avons un État fort, doté d'une armée qui fait notre fierté et d'une population qui, malgré toutes les difficultés, a réussi à donner à Israël un essor démocratique et économique qu'aucun autre pays au monde entouré de 22 dictatures et soumis aux mêmes types de pressions n'aurait su développer. C'est là une source de courage et seul le renforcement de notre soutien à Israël nous permet d'espérer que dans 60 ans, personne n'aura besoin d'organiser des cérémonies de commémoration en notre souvenir !

Toute l'équipe de *SHALOM* vous souhaite de passer de magnifiques fêtes de Pessah.

Roland S. Süßmann
Rédacteur en Chef

פסח כשר ושמה